



NDDL : l'abandon c'est maintenant !

Le rassemblement des 5 et 6 juillet doit servir à renforcer les résistances à l'ensemble des Grands projets inutiles imposés (déchetterie de Nonant-le-Pin, EPR de Flamanville et Penly, LGV, autoroutes comme la liaison A13-A28, ...) et à les faire converger. Ces luttes diverses ont toutes un point commun : faire passer les intérêts de la population avant ceux des grandes entreprises du béton.

La victoire est possible !

Gagner contre le projet d'aéroport redonnera confiance et relancera l'ensemble des luttes qui symbolisent le refus des projets inutiles que les potentats locaux alliés aux grandes entreprises veulent nous imposer.

Il est grand temps de se poser la question : « Quels projets utiles pour l'humanité ? ». Il faut des Grands projets utiles aux populations, décidés par elles, qui s'accompagnent d'une création massive d'emplois. Nous avons besoin de construire et d'isoler nos logements plutôt que de pistes d'aéroports, de transports collectifs publics gratuits plutôt que d'avions et de TGV,

d'emplois durables plutôt que des bénéfices pour les multinationales parasites comme Vinci.

Toutes et tous ensemble !

A l'automne 2012, la défense de la ZAD contre l'opération César a marqué le premier affrontement avec le gouvernement Hollande-Ayrault. Aujourd'hui l'abandon du projet constituerait la première victoire contre ce gouvernement tout dévoué aux bétonneurs et autres capitalistes. Une victoire qui donnerait force et espoir à toutes les autres luttes contre ce gouvernement promoteur d'un monde dont nous ne voulons pas.

La convergence des luttes est possible et urgente contre le TAFTA (ce traité qui donnerait tout le pouvoir aux multinationales) contre les privatisations pour des services publics décentralisés contrôlés par les salariés et les usagerEs, pour défendre et étendre la protection sociale, pour réduire massivement le temps de travail comme réponse au chômage privilégiant le temps libre par rapport à la course à la croissance.





Le Vert au secours du Rouge

Daniel Tanuro (extraits)

Vingt-quatre millions de sans emploi en Europe. 60% de jeunes au chômage en Grèce, 50% en Espagne. Des régions dévastées, des pans entiers de l'industrie qui s'écroulent. Une société qui se défait, une misère galopante (...). Les femmes, principales victimes, « invisibilisées » par le patriarcat. L'implosion d'une spirale régressive qui nous ramène aux années trente. . .

Faut-il continuer à reculer en sentant dans notre dos le grand trou sombre qui se rapproche ? Comment passer à la contre-offensive (...) ? Comment faire alors que la contrainte climatique impose de réduire de moitié la consommation finale d'énergie tout en réalisant la plus gigantesque mutation technico-sociale de tous les temps : le passage en quarante ans à un système énergétique sans fossiles ni nucléaire ?

(...) Une catastrophe sociale-environnementale irréversible et d'une ampleur sans précédent se profile. Le capitalisme en est la cause, autant que du chômage, et il est incapable de résoudre l'une et l'autre. (...) Le vert viendra à la rescousse du rouge, il contribuera à rendre à son combat le souffle civilisationnel et la supériorité morale qui ont porté le mouvement ouvrier vers ses plus grandes victoires historiques.

Isoler tous les bâtiments en Europe dans les trente ans qui viennent, c'est possible. Faire reculer radicalement la route, généraliser des transports en commun de qualité, c'est possible. Remplacer le système énergétique fossile privé et centralisé par un système renouvelable, communal et décentralisé, géré démocratiquement par les collectivités, c'est possible. Éliminer l'agro-business au profit d'une agriculture organique de proximité, c'est possible. C'est possible et ça demande des ouvriers, des paysans, des employés, des ingénieurs. Du verre, de l'acier, du ciment, des logiciels. Du savoir-faire et du savoir-prendre soin. De la participation, du contrôle, de l'intelligence, de la créativité. La participation de tous et toutes est une condition du succès.

C'est possible à une condition : sortir de la logique du profit qui nous emmène à l'abîme. Partager le travail disponible et la richesse accumulée. Supprimer les productions inutiles et reclasser les travailleurs. Casser les pouvoirs capitalistes qui se sont approprié l'énergie et la finance. (...)

Gaspillage des terres et épuisement des sols, ça suffit !

Étalement urbain, infrastructures de transport, zones commerciales et grands projets inutiles contribuent à la perte de l'équivalent d'un département français tous les 7 ans. Des décennies d'agriculture intensive ont épuisé la fertilité des terres arables. Pour nombre d'agriculteurs productivistes, la terre n'est qu'un support : il suffit de « nourrir » les plantes à coup d'engrais et de les « protéger » avec des pesticides (fongicides, insecticides, désherbants...). S'ajoutent des méthodes de travail catastrophiques et destructrices, des projets monstrueux comme la ferme-usine des 1000 vaches... Le prix prohibitif du foncier agricole, la spéculation empêchent les jeunes paysans de s'installer, pousse à la concentration et à la désertification des campagnes.

La France est le 42ème pays du monde en termes de surface mais le n°1 en Europe et le n°3 dans le monde en termes d'utilisation de pesticides. Les conséquences pour notre environnement, notre santé et la qualité de nos aliments sont gravissimes. Pour que l'agriculture soit véritablement durable, sorte de l'impasse productiviste, il convient de réformer définitivement les pratiques agronomiques les plus néfastes. Le but est de restaurer la capacité des terres à un certain équilibre indispensable pour y faire prospérer harmonieusement végétaux et animaux. C'est précisément le fondement de l'agrobiologie, seul modèle qui permette à la fois de partager l'outil agricole, la richesse produite, et d'assurer la pérennité de l'activité paysanne et des écosystèmes.

NO
à
L'AYRA
de Notre-Da

La transition énergétique : incompatible avec le capitalisme

L'épuisement des énergies fossiles, les catastrophes climatiques, les pollutions massives entraînées par la surexploitation du pétrole, du gaz et du charbon, ainsi que les catastrophes nucléaires, rendent la transition énergétique urgente et nécessaire. La transition ou la loi du profit, il faut choisir !

La transition énergétique ne se fera pas sans sortir du nucléaire, car il engloutit l'essentiel des budgets de l'énergie au détriment des renouvelables. Mais cela, le gouvernement Hollande-Valls-Royal le refuse.

Le NPA propose un plan de sortie en moins de 10 ans qui suppose l'expropriation sans indemnité ni rachat des grands groupes de l'énergie, l'exploitation exclusivement publique de la ressource énergétique, des unités de fabrication à la distribution, sous contrôle des travailleurs du secteur et des usagers. Nous proposons également la plus large relocalisation possible de la gestion de l'énergie, sans renoncer à une nécessaire mutualisation de l'approvisionnement et du stockage, ni à la planification énergétique. En ce sens, les énergies renouvelables, disponibles partout et en grande quantité, sont un formidable vecteur d'expérimentation démocratique et de créations d'emplois.

Royal qui ne veut pas opposer les énergies place le nucléaire sur le même plan que l'éolien ou le solaire. Nous ne nous attendions pas à voir surgir le service public de l'énergie d'un projet de loi PS mais même le Service public régional de l'efficacité énergétique a été abandonné.

Le plan de Royal n'est pas à la hauteur des enjeux. Il ne prévoit rien pour lutter contre la précarité énergétique et reste flou sur les renouvelables. En revanche, il ménage les intérêts du lobby nucléaire et donc, est incapable de proposer des mesures écologiques et sociales efficaces et fait la part trop belle aux financements privés. On n'a rien à attendre du royal enfumage.



« Les transports au cœur de la crise écologique »

Les transports sont les premiers contributeurs aux gaz à effet de serre cause du réchauffement climatique. Il est indispensable de réduire drastiquement l'utilisation des déplacements motorisés de personnes et de marchandises.

• Transports collectifs gratuits

Les transports gratuits sont une réponse concrète à un besoin social et une exigence écologique, un choix de société opposé à celui des classes dominantes qui nous assènent que tout doit devenir marchandise, tout doit être vendu, et rien ne saurait être gratuit.

Le NPA propose d'augmenter le versement transport payé par les entreprises, de transférer les sommes investies pour la voiture sur les transports collectifs, de stopper les dépenses pour les grands projets inutiles et nuisibles. Dans les transports des personnes comme ailleurs, seul un service public autogéré permettrait de répondre à la demande sociale.

• Quel transport de marchandises ?

Zéro stock, flux tendu, juste-à-temps, les marchandises en perpétuel mouvement servent de variable d'ajustement du profit. Les coûts d'entretien et de sécurité des infrastructures sont pris en charge par les finances pu-

bliques. Les salariés des transports routier et maritime sont les esclaves des temps modernes. Puisque les transports ne leur coûtent pas cher, les industriels segmentent la fabrication des produits pour faire jouer le moins-disant social, fiscal, environnemental. Les destructions environnementales qui en résultent sont énormes. Il y a urgence à défendre un autre système respectueux de l'environnement et des besoins humains. Nous soutenons l'amélioration des salaires et des conditions de travail et de vie pour les salariés concernés. Nous exigeons la fin des pavillons de complaisance, l'arrêt des grands travaux inutiles et la réorientation des investissements, l'interdiction de transporter les fruits et légumes qui pourraient être produits localement, l'interdiction de transporter des produits non réparables. Les besoins du plus grand nombre peuvent être satisfaits dans le respect impératif de la planète et des travailleurs et travailleuses. Cela suppose aussi que ce soit les producteurs et les «consommateurs» qui décident.



Ecosocialisme ou barbarie !

Quelle s'exerce sur les lieux de travail ou à domicile, qu'elle soit pratiquée par les États ou par des firmes multinationales, qu'elle s'opère sur les hommes, les femmes, les enfants et les animaux ou sur la nature, l'exploitation est inscrite dans les fondements même du capitalisme.

Seule une augmentation coûte que coûte des profits, et donc de la rentabilité et de la compétitivité, peut permettre au système capitaliste de survivre. Cette logique de croissance infinie de la production ne peut que mener à une exploitation de plus en plus destructrice. La classe dominante n'a que faire de la dégradation des conditions de vie de l'immense majorité des êtres humains et de la destruction progressive de la biosphère.

Sortir de ce système est maintenant une urgence absolue, à l'heure où nous assistons au réchauffement climatique, et à ses conséquences catastrophiques, et à un écocide tel que la Terre n'en a pas connu depuis la disparition des dinosaures.

Qu'est-ce que l'écosocialisme ?

« C'est un courant de pensée et d'action en rupture avec l'idéologie productiviste du progrès (dans sa forme capitaliste et/ou bureaucratique) et opposé à l'expansion infinie d'un mode de production et de consommation destructeur de la nature (...) C'est une tentative originale d'articuler les idées fondamentales du socialisme marxiste avec les acquis de la critique écologique ». Michael Löwy

Être écosocialiste c'est faire le lien entre la transformation des rapports de production, de l'appareil productif, des modèles de consommation dominants et la sauvegarde des équilibres écologiques de la planète. En effet, le basculement climatique nous rappelle qu'aucun projet émancipateur ne peut faire l'impasse sur la prise en compte des limites et des contraintes naturelles.

Être écosocialiste implique de poser les bonnes questions :

- de quels biens et services avons-nous besoin ?
- que devons-nous produire, comment, en quelles quantités ?
- qui va décider ?
- dans quel environnement voulons-nous vivre ?
- comment prendre en compte les impacts de nos choix sur la biosphère ?
- quelles seront les conséquences de ces choix, comment les gérer ?

Nous ne pouvons faire l'impasse sur ces questions qui posent la nécessité d'une transformation radicale de la société et la redéfinition d'un nouveau projet, d'un choix de civilisation et osons le mot, d'une nouvelle utopie.

Être anticapitaliste ce n'est pas seulement exproprier les possédants, collectiviser les moyens de production, mettre en place la planification économique, c'est aussi prévoir le contrôle démocratique organisé pour permettre à la population elle-même de prendre les décisions qui la concernent et d'en contrôler les effets. En aucun cas ce contrôle ne pourra être fait par l'État. L'exemple de l'URSS et de sa planification étatiste et bureaucratique nous rappelle que l'État ne peut être neutre. Seul l'exercice du pouvoir de décider, de contrôler par la population est la garantie d'une gestion réellement démocratique.

Nous ne pouvons pas non plus faire l'impasse sur la dette écologique accumulée par les pays industrialisés du Nord envers les pays du Sud, à cause du pillage des ressources, des dommages causés à l'environnement, des vies perdues ou gâchées, des cultures anéanties...

Notre écosocialisme est nécessairement anticapitaliste et égalitaire, anti-productiviste, féministe, internationaliste, autogestionnaire et anti-autoritaire.

6^e université d'été du NPA

du DIMANCHE 24 au MERCREDI 27 AOÛT

Accueil à partir du samedi 23 après-midi, départ le jeudi 26 après le petit-déjeuner

Envoyons Valls'ér l'austérité et le gouvernement PS-Medef !

dans le village-vacances
RIVES DES CORBIÈRES
à **PORT-LEUCATE**, près de Perpignan

Pour plus de précisions, consulter la rubrique du site du NPA: npa2009.org
ou écrire à: universite.ete@npa2009.org

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org/univ2014